



Direction de l'Accueil et de la Vie Etudiante

Prestations de services

en application du code de la commande publique

ACCORD CADRE D'ACTIVITES SPORTIVES PROPOSEES AUX ETUDIANTS ETRANGERS GERES PAR CAMPUS FRANCE

Accord cadre n° 2025_6

Accord cadre soumis au respect du code de la commande publique

Procédure d'appel d'offres ouvert définie à l'article R.2124-2 1° du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CAMPUS FRANCE

Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale
Etablissement public à caractère industriel et commercial – loi du 27 juillet 2010 – Siret 752.195.438.00011
28 Rue de la Grange aux Belles 75010 PARIS - Tél : (33) 1 40 40 58 58 – Fax : (33) 1 42 45 10 03

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de l'accord cadre	3
ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre	3
2.1. Procédure	3
2.2. Technique d'achat.....	3
2.3. Modalités de commande	3
2.4. Durée de l'accord cadre	4
2.5. Montants de l'accord cadre	4
2.6. Respect du droit du travail.....	4
2.7. Convention de preuve	5
ARTICLE 3. Pièces contractuelles	5
ARTICLE 4. Prix	5
4.1. Définition des prix.....	5
4.2. Révision des prix.....	6
ARTICLE 5. Description des prestations	6
ARTICLE 6. Modalités de règlement.....	6
6.1. Avance/ Acomptes	6
6.2. Factures	6
6.3. Paiement.....	7
ARTICLE 7. Annulation de séjour / Pénalités	7
7.1. Du fait de Campus France :	7
7.2. Du fait du titulaire :	7
ARTICLE 8. Assurances.....	8
ARTICLE 9. Résiliation.....	8
ARTICLE 10. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	8
ARTICLE 11. Dérogations au CCAG	9

ARTICLE 1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet l'organisation de séjours d'activités sportives à destination des étudiants étrangers gérés par Campus France.

Les séjours concernent les activités suivantes :

- sports d'hiver ;
- séjours multi-sports.

ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre

2.1. Procédure

La consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, comme prévu à l'article R.2124-2 1° du code de la commande publique.

2.2. Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec unique opérateur économique, tel que décrit dans les articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

Si, au terme de l'exécution de l'accord cadre, le total des commandes de Campus France n'a pas atteint le montant minimum fixé par l'accord cadre, le titulaire a droit à une indemnité égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.

Le titulaire ne peut obtenir une telle indemnité qu'à la condition qu'il justifie le montant de sa marge bénéficiaire par tous documents utiles.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, le montant de cette indemnité ne peut dépasser les 5% de la différence entre le montant HT des prestations consommées et le montant minimum HT prévu à l'accord cadre.

2.3. Modalités de commande

Campus France peut commander les prestations par bons de commande.

Aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire s'il ne s'est vu notifier au préalable une commande.

La notification des commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Il est précisé que la durée d'exécution des commandes notifiées sur la base du présent accord-cadre ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre qu'à condition de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

Ils mentionnent les prestations commandées parmi celles prévues au catalogue, aux prix publics remisés et en prévoit la quantité.

Chaque bon de commande indique donc :

- Le numéro d'engagement (valant numéro du bon de commande),
- Le nom du titulaire,
- La référence de l'accord-cadre,
- La date d'émission de la commande,
- La désignation des services commandés,
- La quantité commandée,
- Le prix H.T. de chaque prestation,
- Le total HT pour l'ensemble de la commande,
- Le total TTC de la commande,
- La signature du représentant de Campus France.

2.4. Durée de l'accord cadre

L'accord cadre prend effet à sa date de notification pour une durée totale d'un an. Il est renouvelable deux fois par tacite reconduction.

2.5. Montants de l'accord cadre

Les montants pour la durée de l'accord cadre (soit un an) sont les suivants :

Montant minimum : 8 000 € HT

Montant maximum : 45 000 € HT

2.6. Respect du droit du travail

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, le titulaire doit transmettre :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.82221-3 à L.8221-5 du Code du travail, Campus France enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Campus France, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent accord cadre peut être résilié par Campus France sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

2.7. Convention de preuve

Les courriels reçoivent dans le cadre du marché la même force probante que l'écrit papier. Le titulaire est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par le représentant de Campus France.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité :

1. l'acte d'engagement et son annexe 1 le bordereau des remises ;
2. le présent CCAP ;
3. le CCTP ;
4. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 21 mars 2021 ;
5. le mémoire technique du titulaire ;
6. le catalogue des séjours proposés par le titulaire, accompagné des prix publics des séjours et des conditions générales du titulaire.

ARTICLE 4. Prix

4.1. Définition des prix

Les prix sont unitaires appliqués aux quantités réellement réalisées.

Les prix sont dits « clés en main », comprenant notamment la manutention des bagages, le transport, l'hébergement, la restauration, les activités du séjour, l'encadrement, l'animation et l'assurance tels que décrit dans le CCTP.

Pour définir ces prix « clés en main », deux types de composants sont utilisés :

1. Les prix nets unitaires calculés par application, aux prix publics des séjours indiqués dans le catalogue du titulaire, des pourcentages de remise contractuels, indiqués dans le bordereau des remises. Ces prix couvrent les prestations prévues au catalogue du titulaire.

Pour ces prix, les pourcentages de remise indiqués dans le bordereau des remises sont fixes pour toute la durée de l'accord cadre, reconduction comprise.

2. Les prix complémentaires, pour des prestations qui correspondent au besoin exprimé par Campus France, mais qui ne figurent pas au catalogue du titulaire. Ces prix sont fixés par le titulaire « sur devis » en fonction de la nature du besoin exprimé par Campus France.

Le prix « clés en main » est réputé complet et comprendre tout ce qui est nécessaire à l'exécution de la prestation ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres charges frappant obligatoirement la prestation.

Cependant, les prix du marché sont exprimés hors taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée retenu est celui applicable à la date du fait générateur

Le titulaire fait bénéficier à Campus France des offres promotionnelles. Il est tenu de faire connaître à Campus France, par écrit, ses offres promotionnelles, leurs conditions et leurs délais de validité à partir du moment où ces offres sont inférieures aux prix définis en application de l'accord cadre, rabais sur prix publics inclus.

4.2. Révision des prix

Les prix sont ajustables par référence au tarif public du titulaire, à chaque évolution de ce tarif.

Les pourcentages de remise indiqués dans le bordereau des remises sont appliqués aux nouveaux prix publics pour obtenir les prix nets ajustés.

L'ajustement se fait à la hausse comme à la baisse.

Tous les éléments permettant la révision (nouveau catalogue accompagné des prix publics correspondants) doivent être adressés en lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de quinze jours minimum avant la date prévue d'application des nouveaux prix révisés par voie dématérialisée, (les conditions sont indiquées au titulaire après la notification).

Le prix public utilisé est celui en vigueur le jour de la commande des séjours.

ARTICLE 5. Description des prestations

Les prestations à effectuer sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot.

ARTICLE 6. Modalités de règlement

6.1. Avance/ Acomptes

Il est fait usage des stipulations des conditions générales du titulaire sur ce point. A défaut, le séjour est payé après constatation du service fait.

6.2. Factures

S'agissant d'une prestation de voyage, la facturation intervient à terme à échoir.

Les prestations peuvent faire l'objet d'un acompte versé par Campus France à la réservation du séjour.

Le solde est versé avant le départ des bénéficiaires.

Les factures du titulaire sont des factures dématérialisées.

Outre les mentions légales, les factures du titulaire portent les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- numéro complet du compte bancaire ou postal,
- numéro d'accord cadre,
- numéro d'engagement,
- désignation des prestations commandées
- quantité
- prix unitaires HT,
- montant total HT

- taux et montant de TVA
- montant TTC.

Elles sont transmises à Campus France par voie dématérialisée et déposées sur le Portail **Chorus Pro**.

La date certaine de réception est la date d'arrivée à l'adresse mentionnée ci-dessus. Si ces formalités de transmission ne sont pas respectées, la demande de paiement est réputée non recevable car non conforme aux spécifications de l'accord-cadre. Le délai de paiement ne court qu'à compter de la réception des demandes de paiement conformes aux stipulations de l'accord-cadre.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours suivant la date de réception de la facture adressée par le titulaire à Campus France, sous peine d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En complément et par application de la réglementation, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est versée au titulaire pour chaque paiement dû, à titre de compensation, des frais de recouvrement. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros.

L'ordonnateur chargé d'émettre les mandats de paiement est :

Madame la Directrice générale de Campus France

Le comptable assignataire, responsable du paiement, est :

Madame l'Agent comptable de Campus France
28 rue de la Grange aux Belles
75010 Paris

6.3. Paiement

Le paiement est effectué par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire dont le RIB est annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7. Annulation de séjour / Pénalités

7.1. Du fait de Campus France :

Il est fait usage des stipulations des conditions générales du titulaire sur ce point. A défaut, aucune pénalité n'est appliquée. L'intégralité des sommes versées est alors remboursée à Campus France sur la base d'un titre de recettes.

7.2. Du fait du titulaire :

L'annulation par le titulaire n'est possible que 15 jours avant le jour prévu du départ. Un séjour équivalent ou supérieur est alors proposé à Campus France, pour tous les

participants, au prix net initialement prévu. En cas de refus par Campus France, l'intégralité des sommes versées est remboursée à Campus France sur la base d'un titre de recettes.

ARTICLE 8. Assurances

Le prestataire est tenu de fournir une copie des polices d'assurance suivantes, en cours de validité pour l'année considérée, conformément à l'article 9 du CCAG FCS :

- responsabilité à l'égard de Campus France et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- responsabilité civile pour toutes les activités, couvrant les dommages corporels et matériels, en ce qui concerne les participants au séjour ;
- toute autre police souscrite par Campus France pour le séjour considéré.

L'assurance souscrite couvre les participants de la date de départ à celle du retour.

ARTICLE 9. Résiliation

Campus France peut résilier l'accord cadre dans les conditions prévues aux articles 29 à 33 du CCAG – FCS. Si la décision de résiliation le mentionne expressément, la prestation peut être exécutée aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, Campus France se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire y compris dans le cas où ce retard n'entraîne pas résiliation de l'accord cadre.

ARTICLE 10. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

Le titulaire doit obligatoirement notifier à Campus France toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par Campus France sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par Campus France. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social.
- Modification du compte bancaire.
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société.
- Changement de raison sociale n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

ARTICLE 11. Dérogations au CCAG

Article du CCAP dérogeant aux stipulations du CCAG	Article du CCAG concerné par la dérogation
38	2.2
36	9